

# Orban mis en échec par l'extrême droite

**Hongrie** Le Parlement a rejeté une nouvelle modification de la Constitution.

**Corentin Léotard**  
Correspondant à Budapest

**A**mbiance électrique ce mardi dans les rangs de l'Assemblée nationale hongroise. Les députés devaient se prononcer sur un amendement à la Constitution destiné à protéger "l'identité constitutionnelle de la Hongrie" et stipulant l'impossibilité d'imposer au pays l'installation de citoyens étrangers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne, sans l'accord de son parlement. Du sur-mesure pour contrer les quotas de répartition de demandeurs d'asile voulus par la Commission européenne et avalisés par la plupart des autres Etats membres.

La coalition Fidesz-KDNP ayant perdu sa "super-majorité" lors d'élections partielles en 2014, le suspense a duré jusqu'au vote, mais elle n'a finalement recueilli que 131 des 133 voix nécessaires. La surprise n'est pas venue de la gauche, tous les partis ayant d'emblée refusé de participer au vote. C'est le "Mouvement pour une meilleure Hongrie", le Jobbik, qui a fait la décision. Ce parti d'extrême

droite partage pourtant les vues anti-immigration du Fidesz et c'est même lui qui avait proposé le premier d'amender la Constitution, souhaitant éviter le référendum "anti-migrants" qui a fait les choux gras du parti au pouvoir (et qui aurait dû être invalidé faute de participation suffisante, le 2 octobre).

**Comme un parfum de corruption...**

Le Jobbik avait conditionné son vote au retrait d'un programme de résidence permettant à des étrangers fortunés – chinois essentiellement – d'obtenir un permis de résidence en Hongrie, sésame pour l'ensemble de l'espace Schengen, contre 300 000 euros d'achat d'obligations d'Etat intégralement remboursés sous cinq ans.

Des programmes comparables existent ailleurs en Europe, mais l'on soupçonne que les sociétés offshore intermédiaires, mandatées par le Fidesz pour vendre ces obligations, détournent des fonds au profit de ce dernier. Le Corruption Research Center y voit un cas manifeste de "corruption politique". "Pour le Fidesz, aucune cause n'est assez noble pour être épargnée par la corruption", écrit le Jobbik dans un communiqué.

Dans l'état "illibéral" bâti par Viktor

Orban, les sphères économiques et politiques sont intimement liées et la reprise dans des mains hongroises du capital étranger comprend de nombreuses zones d'ombre. Pas une semaine ne se passe sans que des cas de corruption présumés soient révélés par voie de presse. Des ONG dénoncent un "capitalisme de copinage" et tous les partis tirent à boulets rouges sur le pouvoir. Une véritable bombe à retardement

pour le Fidesz. Un exemple parlant illustre cette dérive. Comment le ressortissant saoudien Ghaith Pharaon a-t-il pu acquérir plusieurs biens immobiliers en Hongrie, dont un manoir à Buda

## 300 000

**EUROS**

Les étrangers qui achètent pour 300 000 euros d'obligations d'Etat peuvent obtenir un permis de séjour.

juste à côté de chez les Orban, alors qu'il est recherché par le FBI et Interpol ?

Traînés de "traîtres à la patrie" par le Fidesz, les députés d'extrême droite ont répliqué lors de la session parlementaire en brandissant une grande affiche avec le logo du Fidesz imitant l'écriture arabe et inscrit : "Le traître, c'est celui qui laisse entrer des terroristes pour de l'argent." Le ton de la campagne en vue des élections législatives en 2018 est donné.